

nemis par la trahison d'un misérable. Cette scène tragique domine en effet le tableau ; mais il s'en faut qu'elle soit le tableau tout entier.

Témoin de ces convulsions suprêmes, mêlé à quelques-uns des incidents qui les ont marquées, j'en entreprends le récit d'après des notes prises heure par heure et des renseignements recueillis au cœur même des événements, sans autre préention que celle de raconter avec une scrupuleuse véracité ce qui s'est passé du 5 février 1867 au mois de novembre de la même année, c'est-à-dire depuis le moment où le drapeau français cessa de flotter à Mexico jusqu'au jour où les restes mortels de Maximilien quittèrent, sous la garde de l'amiral Tegethoff, cette terre fatale qu'il avait abordée en souverain trois ans auparavant. Je ne remonterai dans le passé antérieur à cette période qu'autant qu'il le faut pour éclairer les événements. Peut-être essaierai-je plus tard de reprendre dans son entier développement l'histoire du règne éphémère condamné à une si lamentable fin. Pour aujourd'hui, le cadre dans lequel je me suis renfermé n'en embrasse que l'aperçu général et les derniers chapitres.

CHAPITRE I.

SOMMAIRE : L'intervention française au Mexique vue de près. — L'empire avant l'arrivée de l'empereur. — Vote des notables. — Disposition des esprits. — La situation au commencement de 1864. — Rapprochement historique. — Espérances éveillées par le régime nouveau. — Motifs de confiance en son avenir. — Arrivée de Maximilien. — Sa réception.

Du moment où un écrivain touche ne fût-ce que par un côté à des faits d'histoire, d'histoire contemporaine surtout, il a le devoir de dire à quel point de vue il les envisage. Ce devoir est d'autant plus impérieux pour moi que j'apporte, dans un sujet délicat et douloureux sous tous les rapports, une manière de voir différente de l'opinion établie.

Je suis, je tiens à l'annoncer dès le début, du nombre de ceux qui ont eu foi dans l'avenir de l'établissement impérial au Mexique. J'y ai cru, non pas de parti pris, en raison d'une prédilection personnelle ou par adhésion aveugle à la politique

qui avait engagé notre drapeau dans cette lointaine aventure ; mais parce qu'il y eut une heure où, en dépit de toutes les incrédulités, l'œuvre de l'empire mexicain fut véritablement une œuvre accomplie, où il ne manqua, pour la rendre durable, qu'un peu de sens politique, de clairvoyance et d'esprit de conduite, de la part des hommes chargés à des titres divers du soin de la consolider.

Dirigeant, à New-York, le *Courrier des Etats-Unis* depuis plusieurs années déjà, lorsque fut résolue à Paris l'expédition du Mexique, je n'étais pas en position d'en juger les mobiles réels et de démêler le vrai du faux, dans ce qui s'est dit à cet égard. Je me trouvais, en revanche, placé de façon à apprécier en pleine connaissance de cause les bons et les mauvais côtés de l'entreprise, à faire la part des mirages et des réalités dans les nouvelles mises en circulation, à suivre enfin la marche des faits sans autre sentiment que l'anxiété doublement vive qu'éprouve, pour tout ce qui touche à la renommée et aux intérêts de son pays, un Français accomplissant une mission militante dans un milieu étranger. Ainsi vues à proximité et de sang-froid, les choses revêtaient un aspect très-différent de celui que contribuaient diversement à leur prêter, aux yeux européens, la distance, les raisonnements de pure théorie, les conjectures basées sur des conceptions imaginaires et, par-dessus tout, l'ignorance ou l'intelligence impar-

faite des situations. Les difficultés que devait rencontrer une tentative de monarchie au Mexique n'apparaissaient pas moins grandes de près que de loin, mais elles apparaissaient sous un jour différent. L'intervention des États-Unis, par exemple, qui fut le principal motif de souci en France, dès le début de l'expédition, n'excitait aucune inquiétude chez ceux qui pouvaient se rendre compte des véritables dispositions du peuple américain et de son gouvernement. Si paradoxal que cela semble, la généralité de la nation américaine croyait à l'avenir de l'entreprise, par suite de la confiance qu'inspirait alors la fortune de la France ; elle y était en même temps plus sympathique qu'hostile, parce que le Mexique, en proie à de continuelles révolutions, était un voisin inutile et souvent incommode, tandis que le Mexique pacifié et prospère pouvait devenir un champ fertile d'opérations commerciales. Quant au cabinet de Washington, pour peu que l'on étudie ses archives diplomatiques, on arrive à se convaincre que, même dans les questions les plus bruyantes et qui semblent parfois à la veille de prendre les proportions les plus redoutables, ses résolutions et son attitude finales dépendent surtout de la tournure des événements. M. Seward, qui devait parler si haut en 1866, lorsque nos propres fautes et celles du malheureux Maximilien eurent rendu inévitable l'abandon du Mexique par notre armée, c'est-à-dire quand nous étions déjà contraints de

faire ce qu'il affectait d'exiger¹, M. Seward, dis-je, parlait tout autrement en 1863 et 1864. Il admettait que la doctrine de Monroë n'interdisait nullement aux nations du continent américain la liberté d'adopter un régime politique à leur convenance; il concédait que, si un empire national s'établissait au Mexique du consentement des Mexicains, les États-Unis resteraient fidèles à leurs traditions en reconnaissant, là comme ailleurs, le gouvernement de fait.

Le problème était de remplir cette condition; et ce problème, la France ne pouvait le résoudre qu'avec le concours du Mexique lui-même. Là se présentait le côté obscur de l'expédition. Que l'armée française arriverait à Mexico, personne n'en doutait, même après l'échec fortuit de la première attaque contre Puebla. Qu'une fois dans la capitale, on y trouverait les éléments d'un parti monarchique suffisant pour décréter théoriquement l'empire, cela était plus certain encore. Ce qu'on ignorait et ce que l'événement seul pouvait dire, c'était l'accueil que feraient les populations de l'intérieur à l'intervention étrangère et au régime proclamé sous ses auspices. Avec un territoire

1. Le secrétaire d'Etat américain ne prit le ton comminatoire que lorsque M. Bigelow, ministre des Etats-Unis à Paris, lui eut écrit au commencement de 1866 :

« L'empereur ne peut faire autrement que de rappeler ses troupes; quel que soit le langage que nous fassions entendre, il n'y a aucun risque de complications à craindre. »

comme celui auquel on avait affaire, l'occupation de Vera-Cruz, d'Orizaba, de Puebla et de Mexico, la possession incontestée des cent lieues de route qui relie ces quatre villes entre elles, ne signifiait rien quant au but final, si le reste du pays, protégé contre l'action de nos armes par l'immensité des distances et la difficulté des communications, demeurait ligué dans une résistance même simplement passive à la tentative impérialiste. On commença à respirer, le jour où l'on reconnut que cette résistance serait loin d'être générale et que, si les avocats de la monarchie mexicaine aux Tuileries avaient surfait leur force, ils n'avaient cependant pas manqué complètement à la vérité en parlant des aspirations qui prédisposaient leur pays, excédé de révolutions, à accepter n'importe quel gouvernement capable de lui donner paix et stabilité. Le cri lancé de la capitale en faveur de l'empire fut loin, sans doute, d'éveiller un écho immédiat et universel; mais l'accueil qu'il rencontra suffisait pour garantir que le nouveau régime comptait, de prime-abord, un effectif de partisans d'autant plus sérieux qu'ils appartenaient principalement aux classes dirigeantes de cette société encore en voie de formation.

On a parlé avec un injuste dédain du chiffre des votes constatés en faveur de l'empire. Si l'on tient compte du milieu, des circonstances, de la position sociale des votants et des habitudes du pays en matière de suffrage, on verra combien réelle fut

l'importance de ces votes et combien grande leur autorité. Il ne faut pas oublier qu'on ne procéda point par voie de scrutin secret, mais par déclarations personnelles, par signatures apposées sur des registres qui devaient rester comme un témoignage patent et irrécusable, en cas d'insuccès, contre ceux qui associaient leurs noms à l'entreprise monarchique. Combien, dans ces conditions et avec la perspective de représailles possibles, trouverait-on en France de votants disposés à se risquer comme le firent les notables mexicains ? Il y eut donc manifestation, et manifestation considérable d'une volonté publique¹. Il y eut mieux et plus encore : il y eut coopération active de la nation à l'organisation et au fonctionnement du nouveau régime. Les colonnes françaises qui commencèrent à parcourir l'intérieur, après la proclamation de l'empire et l'entrée en fonctions de la régence présidée par le général Almonte, n'eurent aucune peine à installer des autorités locales, qui souvent s'offraient d'elles-mêmes pour seconder l'administration provisoire, en attendant l'arrivée de l'empereur. Quand celui-ci débarqua à Vera-Cruz, toutes les villes, à deux ou trois exceptions près,

1. Une preuve concluante à cet égard est la nécessité où se vit le parti juariste, redevenu maître, du pays en 1867, de modifier et de restreindre les mesures de rigueur qu'il avait édictées contre les « traîtres. » Pour appliquer ces mesures dans leur teneur primitive, il lui aurait fallu frapper tout ce que le Mexique renfermait de notabilités et d'hommes importants par la fortune ou la situation.

étaient ralliées à sa cause et régies en son nom par des municipalités purement mexicaines. Juarez et son gouvernement ne comptaient plus dans la situation que pour mémoire. Les populations, surprises et charmées de la sécurité que procurait l'intervention partout où elle avait passé, s'attachaient rapidement à un état de choses qui leur promettait un bien-être jusque-là inconnu. Nos troupes se voyaient secondées par des contingents mexicains qui allaient croissant chaque jour, et par des milices qui leur apportaient, avec un concours matériel médiocrement efficace peut-être, l'effet moral beaucoup plus important de leur adhésion. Une portion notable du parti libéral lui-même, ébranlé dans son hostilité, se demandait si le véritable patriotisme ne consistait pas à s'incliner devant le fait accompli, pour le faire tourner au profit de l'indépendance et des intérêts de la nation, au lieu de prolonger une lutte sans espoir.

Pour qu'on ne me soupçonne pas de tracer ici un tableau de fantaisie, j'emprunte le témoignage d'un ancien ministre de Juarez lui-même. Voici ce qu'écrivait M. Zamacona au président de la république mexicaine, à l'heure où Maximilien faisait dans Mexico son entrée triomphale :

Saltillo, 16 juin 1864.

« Les flots de l'invasion progressent, sans rencontrer ni digues ni résistance. Ce coin reculé, où ils ne sont pas encore arrivés, s'effondre sous

nos pieds et se change en terrain dangereux et ennemi.

« Comment l'envahisseur s'est-il étendu dans le pays, établissant d'immenses lignes militaires non interrompues ? Comment a-t-il rétabli la sécurité sur les principales routes ? Comment a-t-il pu séduire certaines populations ? Comment a-t-il capté la confiance du public, qui met entre ses mains des convois d'argent comme on n'en avait pas vu depuis longtemps ? Comment attire-t-il à lui *des membres du parti indépendant* ?.....

« Le ministre des États-Unis lui-même a quitté le Mexique et, quoi qu'on puisse dire ou croire, je suis sûr qu'il est parti avec des impressions défavorables pour notre cause.

« A l'intérieur, nous avons perdu *presque tous les centres importants de population*. Le pire est que l'ennemi a fait la conquête matérielle du territoire, sans que cela ait empêché les esprits de lui en faciliter la *conquête morale*, à laquelle il aspire. Il a réussi, par un système sage, sinon à captiver les sympathies des Mexicains, tout au moins à les refroidir pour la défense nationale. Notre gouvernement se trouve relégué dans un coin du pays ignoré des populations.

« La défense, n'étant plus soumise à l'action du gouvernement, a pris un caractère anarchique et destructeur, fécond seulement en ruines et en mauvais renom pour nous. Dans le cours de cette

demi-année, nous n'avons rien fait contre l'ennemi, mais nous avons beaucoup laissé faire contre le pays et contre ses habitants ..¹

Signé : « ZAMACONA. »

Cette lettre était à la fois un cri de détresse et un aveu d'impuissance, auxquels l'irritation mêlait assez injustement un reproche d'inertie à l'adresse de Juarez et de son entourage. Pour répondre à l'espèce de mise en demeure qui se dégageait du langage de M. Zamacona, ceux à qui il s'adressait n'avaient qu'à lui opposer le tableau tracé par sa propre plume. Il les gourmandait de ne pas faire sentir davantage leur action, quand lui-même constatait que le pays leur échappait. A peine le gouvernement qu'ils personnifiaient

1. Comme complément à ce témoignage, voici une pièce officielle qui établit authentiquement, dans sa curieuse naïveté, à quelles extrémités en était réduit le parti juariste :

« Etat de Sinaloa, commandance de Cosala.

« A Monsieur le général en chef des forces de Sinaloa.

« Conformément à la circulaire de Votre Excellence, j'envoie aujourd'hui à votre quartier-général dix *couples enchaînés de volontaires*, qui sont *disposés* à soutenir la cause de la liberté. Je n'en envoie pas davantage *faute de menottes*. Le lieutenant Trujillo, qui les escorte, a l'ordre de faire feu sur eux s'ils tentent de s'échapper.

« Le tout d'accord avec les instructions de votre quartier-général.

« Liberté et réforme.

« Cosala, le 2 juin 1864.

« *Signé* : RAFAEL BONILLA.